

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

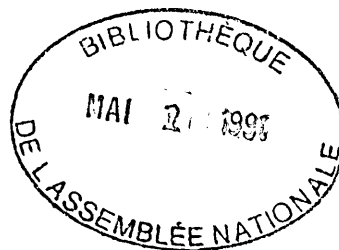
Projet de loi 131

## **Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public**

---

### **Présentation**

**Présenté par**  
**Madame Lise Bacon**  
**Ministre de l'Énergie et des Ressources**



---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1991**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie, afin d'en faciliter l'application, les règles de la dévolution de la réserve dite « des trois chaînes » prévues dans la Loi sur les terres du domaine public, en attribuant la propriété de la réserve au titulaire des lettres patentes ou de l'acte notarié à qui la terre a été vendue ou cédée ou à ses ayants droit et ce, depuis la date de ces lettres patentes ou de cet acte notarié. Il rend de plus le droit privé applicable à la réserve depuis cette date.*

*Le projet de loi prévoit cependant que cette dévolution est sujette à certaines utilisations ou occupations qui peuvent affecter la réserve. Il identifie de plus les cas où la dévolution n'aura pas lieu.*

*Le projet de loi apporte aussi d'autres modifications d'ordre technique à la Loi sur les terres du domaine public, notamment en matière de transfert d'autorité ou d'administration sur une terre du domaine public et en matière de cession à titre gratuit de terres du domaine public.*

# Projet de loi 131

## Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 7 de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1) est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « pris en vertu de l'article 6 ».

**2.** L'article 8 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « autorité », des mots « ou sous son administration ».

**3.** L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « prévues dans un arrêté pris en vertu de l'article 8 » par les mots « pour lesquelles le transfert d'administration a été effectué ».

**4.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du suivant:

« **13.1** Les articles 7 et 9 et le deuxième alinéa de l'article 10 s'appliquent également aux transferts d'autorité ou d'administration effectués avant le 27 mai 1987. ».

**5.** L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **38.** À l'expiration d'un délai de trente ans à compter de la date des lettres patentes, les conditions et restrictions dont était assortie une cession à titre gratuit cessent de s'appliquer et la cession devient irrévocable. ».

**6.** L'article 39 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**39.** Le titulaire des lettres patentes doit informer le ministre lorsqu'il désire modifier l'usage qui y est prévu pour la terre cédée. ».

**7.** L'article 40 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«S'il s'agit d'un usage qui n'est pas prévu par ce règlement, le ministre peut exiger que la terre lui soit rétrocédée aux conditions qu'il détermine ou, à la demande du titulaire, modifier la clause relative à l'usage ou y renoncer, aux mêmes conditions et prix que ceux déterminés par le règlement adopté conformément à l'article 34. ».

**8.** L'article 44 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « ou « aux ayants droit de (*nom de l'acquéreur originaire*) » »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « légaux » », des mots « ou « ayants droit » ».

**9.** Les articles 45.1, 45.2 et 45.3 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**45.1** La réserve résultant de l'application des trois premiers alinéas de l'article 45 et faisant partie du domaine public le 17 décembre 1987 est dévolue sans frais et en pleine propriété au titulaire des lettres patentes ou de l'acte notarié à qui la terre a été vendue ou cédée ou à ses ayants droit, depuis la date des lettres patentes ou de l'acte notarié. Elle est réputée faire partie du domaine privé depuis cette date.

Les règles du droit privé s'appliquent depuis cette date pour établir les droits sur la réserve, y compris la prescription.

La dévolution prévue au premier alinéa n'a pas pour effet de transférer la propriété du lit des rivières et des lacs non navigables et des îles qui s'y trouvent.

L'article 30.2 de la Loi sur les terres agricoles du domaine public (L.R.Q., chapitre T-7.1) s'applique à la réserve lorsque les lettres patentes ou l'acte notarié ont été délivrées ou passé en vertu de cette loi.

«**45.1.1** L'article 45.1 s'applique même lorsque:

1° la réserve a été, dans les lettres patentes ou l'acte notarié, distraite ou exclue expressément de la terre vendue ou cédée;

2° la désignation de la terre dans les lettres patentes ou l'acte notarié ne comprenait pas la désignation de la réserve;

3° la réserve a fait l'objet d'une attestation de dévolution délivrée par le ministre avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).

«**45.2** Malgré l'article 45.1, demeurent dans le domaine public:

1° la partie ou la totalité de la réserve dont l'autorité ou l'administration est confiée à un autre ministre ou à un organisme public;

2° un chemin forestier au sens de la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1) ou un chemin minier au sens de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1);

3° les chemins utilisés à des fins publiques le 17 décembre 1987, dont la propriété n'est pas dévolue par l'effet de l'article 45.1 en faveur d'un ministère, d'un organisme public ou d'une municipalité, et qui n'ont pas fait l'objet d'un titre ou d'un transfert d'autorité ou d'administration consenti par le ministre avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*);

4° la réserve ou la partie de la réserve ayant fait l'objet d'un bail consenti en vertu de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9) ou de la présente loi en faveur d'une personne autre que le titulaire des lettres patentes ou de l'acte notarié ou ses ayants droit, et encore en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).

Dans les cas visés au paragraphe 4°, le locataire conserve le droit à un seul renouvellement de son bail, pour la même durée, laquelle ne peut toutefois excéder dix ans; il peut se porter acquéreur de la terre louée avant la date d'expiration du bail, conformément à l'article 34 ou à l'article 37. À défaut par le locataire de se porter acquéreur de la terre louée avant la date d'expiration du bail, la dévolution rétroactive prévue à l'article 45.1 s'applique à cette terre à compter de cette date.

«**45.2.1** Demeure également dans le domaine public la réserve affectant une terre visée à l'annexe I.

Un avis décrivant conformément à la loi la réserve ou la partie de la réserve retenue à des fins d'intérêt public doit être enregistré par le ministre au bureau de la division d'enregistrement où l'immeuble est situé au plus tard le (*indiquer ici la date qui suit de*

*deux ans celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*). Cet enregistrement est fait par dépôt et sans frais. Dans un territoire cadastré, l'avis est inscrit à l'index des immeubles.

À compter de la date de cet enregistrement, l'article 45.1 s'applique à la réserve ou à la partie de la réserve non affectée par cet avis. Si aucun avis n'a été enregistré dans le délai prévu au deuxième alinéa, l'article 45.1 s'applique alors à la totalité de la réserve.

Le ministre peut également, aux mêmes conditions, enregistrer un avis pour soustraire une terre de l'application du premier alinéa; à compter de la date de cet enregistrement, l'article 45.1 s'applique à la réserve ou à la partie de la réserve affectée par cet avis.

«**45.2.2** L'article 45.1 ne s'applique pas à :

1° la réserve ou la partie de la réserve ayant fait l'objet d'une vente, d'une cession ou d'une renonciation par le ministre avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*);

2° la réserve ou la partie de la réserve qui, le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), fait l'objet d'une offre de vente ou de cession par le ministre en faveur d'une personne autre que le titulaire des lettres patentes ou de l'acte notarié ou ses ayants droit et est acceptée avant la date de son expiration.

«**45.3** La dévolution prévue à l'article 45.1 est sujette :

1° au droit d'utilisation ou d'occupation de la réserve en vertu d'un titre, d'une servitude, d'une autorisation ou d'un permis consenti ou délivré en vertu d'une loi, d'un décret ou d'un arrêté;

2° aux utilisations à des fins publiques qui y sont exercées par un ministère, un organisme public ou une municipalité, le 17 décembre 1987, et qui le sont encore le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), dans les cas où aucun transfert d'autorité ou d'administration, ou aucun autre titre, servitude, permis ou autorisation n'a été consenti par le ministre.

Les droits visés au premier alinéa et leur exercice ne peuvent, en aucun cas, engager la responsabilité du bénéficiaire de la dévolution et de ses ayants droit envers celui qui les détient ni envers les tiers. ».

**10.** L'article 45.4 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots «sujettes à un droit de passage à pied, en faveur du public, sur une profondeur de 10 mètres en bordure des rivières.» par les

mots « assujetties, sans indemnité, au droit pour le public de passer à pied et de s'arrêter pour pêcher sur une lisière de 10 mètres de profondeur en bordure des rivières. ».

**11.** L'article 45.5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article 45.1 » par les mots « lorsque des lettres patentes sont délivrées à l'égard d'une terre en vertu de la section IV du chapitre III de la Loi sur les terres agricoles du domaine public (chapitre T-7.1) après le 17 décembre 1987 ».

**12.** L'article 45.6 de cette loi est abrogé.

**13.** L'article 71 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du paragraphe 3°, des mots « , à une attestation délivrée en vertu de l'article 45.6 ».

**14.** L'annexe I de cette loi est modifiée:

1° par le remplacement, dans le titre, de « 45.2, paragraphe 3° » par « 45.2.1 »;

2° par le remplacement, dans la liste des terres qui y sont énumérées:

<i>a)</i> des lignes:		
« De Calonne	Caché IV	2 à 4 22"
par la ligne:		
« De Calonne	IV	22 »;
<i>b)</i> des lignes:		
« Marston	VI X	22 (rive-est) 7"
par la ligne:		
« Marston	VI	22 (rive-est) »;
3° par la suppression des lignes:		
« Arundel	V	21
	VI	24
	VII	23
Forsyth	V	4
La Minerve	IX	15 et 16
Mékinac	III	20
Montigny	N. Ch. Chapleau	33
Rochon	VII	25"

**15.** L'annexe II de cette loi est modifiée par le remplacement dans la liste des terres qui y sont énumérées, des lignes:

« Marston	IX	17 et 18
	X	8 et 17 à 19»

par les lignes:

« Marston	IX	17 et 18
	X	7, 8 et 17 à 19».

**16.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).